

La promotion de la justice sociale constitue pour nous un objectif fondamental non seulement dans la région, mais aussi à l'échelle globale. Dans les pays qui n'ont pas encore réalisé des progrès raisonnables dans l'instauration de structures et de pratiques démocratiques, les libertés individuelles sont limitées et l'économie est inefficace. Mais il y a plus, car ces pays développement, à l'échelle internationale, des liens de dépendance qui ne sont pas dans le meilleur intérêt politique et économique de l'hémisphère. La situation désespérée des couches les plus défavorisées de la population des pays les plus pauvres est un autre problème qui préoccupe au plus haut point les Canadiens. Il en est de même pour ce qui concerne le respect des droits de la personne. Peu de gouvernements sont à l'abri de toute critique à cet égard, et c'est précisément la raison pour laquelle nous croyons qu'il est à la fois nécessaire et possible d'établir une étroite collaboration intergouvernementale en vue de faire respecter les droits de la personne. Le Canada est également une terre d'accueil pour ceux qui ont dû fuir les troubles politiques et la répression militaire. Il a accueilli depuis cinq ans environ 17 000 réfugiés de la région, venus pour la plupart d'Amérique centrale, où le Canada a été parmi les premiers à offrir des mesures d'aides. Il a également consenti, au cours de la même période, une contribution de l'ordre de 22 millions de dollars canadiens afin d'appuyer les programmes que le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, le Comité international de la Croix-Rouge et d'autres organismes internationaux de secours mettent en oeuvre dans la région pour venir en aide aux réfugiés et aux personnes déplacées. Tous les facteurs que je viens de mentionner sont interdépendants. Le Canada entend poursuivre le rôle de promoteur de la justice sociale qu'il estime avoir joué dans la région, grâce à un dialogue soutenu sur les politiques, à la coopération, et à la prestation d'une aide au développement efficace et adaptée aux besoins.

Le fardeau de la dette extérieure pèse lourd dans la situation économique et financière de nombreux pays, et vient compliquer les relations internationales dans l'hémisphère. Ainsi, des ressources sont dans bien des cas utilisées pour le service de la dette au détriment du développement économique et social. Il est donc impératif d'aborder de toute urgence, au cas par cas et de façon systématique, le problème de la dette des pays à revenu moyen, comme l'ont souligné les discussions au Sommet de Toronto. On reconnaît de plus en plus qu'il faut faire preuve de souplesse et de créativité pour trouver des solutions utiles. Les innovations de l'an dernier, comme la vente par le Mexique d'obligations à coupon zéro et le plan de rachat de la dette bolivienne ont été observées avec beaucoup d'intérêt. En prévision du Sommet économique de